

## 02 - QUELLES DOIVENT ETRE LES MISSIONS DE L'ECOLE, A L'HEURE DE L'EUROPE ET POUR LES DECENNIES A VENIR ?

### QUESTION 1 : CULTURE GÉNÉRALE/INSERTION PROFESSIONNELLE

1.1 - L'école doit-elle privilégier la transmission d'une culture générale nécessaire à l'éducation de l'homme et aux progrès de la démocratie ou bien doit-elle faire de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes ses priorités ?

Les Points d'accord :

La culture générale est définie comme les savoirs fondamentaux qui doivent inclure :

- une bonne culture technique
- des capacités relatives à la lecture de l'image
- la maîtrise des méthodes du travail intellectuel.

Cette culture générale doit permettre une bonne insertion dans la société (savoir remplir une déclaration d'impôts par ex)

Trop d'élèves, trop de parents ont une conception de l'école erronée, ce qui provoque une incompréhension des savoirs enseignés et en conséquence leur rejet.

Les Points de débat :

La culture générale inclut une culture personnelle qu'il appartient à chaque élève de se construire par lui-même.

La pédagogie n'est pas l'apanage exclusif des enseignants : il faut élargir le triangle éducatif et l'ouvrir à d'autres personnes ou structures concernées par la jeunesse.

1.2 Faut-il concevoir un partage des rôles entre l'École et l'Entreprise, l'École prenant en charge la formation générale et laissant les entreprises parfaire la professionnalisation en fonction de leurs besoins (dans le cadre de l'alternance, ou la formation continue, ou même en leur confiant la responsabilité de toute la formation professionnelle) ou faut-il au contraire aller plus loin qu'actuellement dans le sens de la scolarisation de la formation professionnelle ?

Les points de débat :

La formation professionnelle doit se faire essentiellement au lycée. L'entreprise peut compléter cette formation à la marge.

Il faut mieux associer les entreprises à la formation. Les stages doivent répondre à des critères de qualité : projet, encadrement, tutorat... Il conviendrait de conventionner cet accueil (établissement/entreprise/institution). Une meilleure préparation des stages est nécessaire : elle suppose une structure spécifique dans l'établissement et un vrai dialogue préalable entre l'école et l'entreprise.

Quelle place pour la formation continue tout au long de la vie ?

### QUESTION 2 : ÉDUCATION/INSTRUCTION

Suffit-il aujourd'hui de rappeler les parents à leur devoir d'exercice de l'autorité parentale ou bien faut-il admettre que l'École doit assumer davantage de responsabilités dans sa mission éducative ?

Les points d'accord :

Pour l'éducation, le rôle premier revient aux parents mais l'école doit (ce qu'elle ne fait pas aujourd'hui) former les élèves à la résolution des problèmes de la vie quotidienne. Parents et professeurs doivent mener le même combat en développant des stratégies de co-éducation. Il convient d'éduquer aux droits mais aussi aux devoirs et l'École ne peut pas rester inactive devant les inégalités sociales et prendre en compte les souffrances psychologiques des élèves en difficulté.

Les points de débat : pour mieux éduquer, faut-il multiplier l'intervention de personnes extérieures ? Faut-il éduquer les parents et inventer "l'École des Parents"? A qui revient l'éducation du respect de l'autre = pour les enseignants ce sont les parents? Les parents attendent beaucoup de l'École ! Comment faire respecter les règles ?

La capacité d'action éducative de l'École apparaît pour beaucoup comme "plombée" par des procédures d'orientation mal comprises, mal admises : Qui détient réellement les clés de l'orientation : les enseignants, les parents, l'institution ?

Visiblement l'orientation met à mal "le triangle éducatif" et une méconnaissance profonde des métiers et des formations empêche une réelle valorisation de ces filières

### QUESTION 3 : CULTURE/SAVOIRS/CRÉATION-INNOVATION

L'école a-t-elle prioritairement pour fonction de conserver et de transmettre la culture-par définition héritée du passé- et les connaissances scientifiques déjà constituées ? L'acquisition des aptitudes à la création et à l'innovation exige-t-elle que l'école modifie son rapport à la culture et au savoir ?

Les professeurs de l'enseignement technique et professionnel déplorent les écarts entre les attentes de l'institution et les compétences attendues dans l'entreprise. "Il y a au lycée trop d'ordinateurs et plus de machines outils".

Les nouvelles technologies contribuent à réduire la capacité de création et de réflexion des élèves (D.A.O, calculatrices...)

### QUESTION 4 : CITOYENNETÉ

L'Éducation à la citoyenneté se confond-elle avec l'instruction destinée à éclairer le futur citoyen, et qui, par la transmission d'un socle culturel commun construit l'intégration et l'unité nationale ou bien doit-elle revêtir la forme de la citation et de la promotion de l'engagement des jeunes.

Les points d'accord :

l'éducation et la citoyenneté doit-être active. Il faut développer "la démocratie lycéenne" et donner plus de responsabilité aux élèves par exemple dans la gestion des clubs.

Il faut associer les élèves à l'élaboration des règles, assurer une réelle information sur ces règles, expliciter les sanctions relatives au non-respect des règles et dans tous les cas faire respecter ces règles. Il faut prôner une pédagogie par l'exemple mais l'image renvoyée par la société et ses dirigeants "joue" à contre courant.

Les points de débat :

Il faut dans chaque classe développer des débats entre les élèves à l'occasion de chaque incident : Mais qui en sera le médiateur et à quoi bon débattre quand l'opinion des élèves est déjà faite et va à l'encontre d'une démarche citoyenne.

Il suffirait sans doute de faire respecter les règles mais les enseignants ne sont pas des gendarmes...

Pourquoi la "démocratie lycéenne" (exemple du C.A.V.L.) a-t-elle été si peu associée au processus de ce débat national.

### QUESTION 5: CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

L'enseignement des langues vivantes doit-il être renforcé, et si oui comment ? Faut-il promouvoir un enseignement de l'histoire européenne.?

Les points d'accords :

Les programmes ne doivent pas être immuables : Ils doivent intégrer aujourd'hui la dimension européenne.

Une ouverture sur toutes les langues de l'Europe doit être envisagée

Il faut absolument développer les échanges entre lycées européens.

Les points de débat :

Faut-il enseigner l'anglais au même titre que le français ?

#### QUESTION 6 : ÉGALITÉ/ÉGALITÉS DES CHANCES

Faut-il que l'école se donne prioritairement pour ambition de réaliser l'intégration de tous en luttant contre l'échec scolaire ou bien soit-elle d'abord permettre l'accès aux élites des meilleurs élèves parmi ceux qui sont défavorisés au départ.

Aujourd'hui l'école creuse les inégalités. Elle doit au contraire les réduire non pas par "l'égalité des chances" mais par une discrimination positive qui doit commencer dans l'établissement

En guise de conclusion (provisoire ?) : la société n'est pas claire sur ce qu'elle attend de l'école et elle lui renvoie les problèmes qu'elle ne sait pas résoudre

## 08- Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Question 1 : Grandes orientations définies et imposées par l'institution.

- Refus de conférer aux établissements et aux enseignants une plus grande autonomie. Exigence d'un cadre national applicable à tous et partout pour une égalité de tous.
- Ne pas transformer l'école en outil de consommation (valeur des règles et de la contrainte. Valeur de l'effort) ne pas confondre service et institution : dans le cas d'un service, une rentabilité est exigée – ce qui entraînerait une concurrence entre les établissements
- L'encadrement administratif déshumanise le système (sortie scolaire – professeur qui n'a pas connaissance de la situation personnelle de l'élève. )
- Formation inadaptée des IUFM. – Permettre une confrontation précoce des futurs enseignants à la réalité du terrain. Demandé aussi un encadrement plus long par les pairs .

Question 2 : Plus de sens aux apprentissages

- Les parcours personnalisés :  
La question est « comment réussir sa vie ».  
Donner aux élèves la possibilité de reprendre des études à n'importe quel âge.  
S'adapter au rythme de chacun  
Penser au financement de la reprise d'étude.
- Par une orientation autrement que par défaut qui ne repose pas sur un projet personnel précis. Demande d'une cellule, d'un groupe d'appui qui œuvre à la conception, construction d'un projet personnel de l'élève et qui assure le suivi de l'élève.
- La filière scolaire n'est pas assez mise en valeur. L'école devient un choix par défaut sauf pour ceux qui ont un projet professionnel précis. Ceux là sont motivés partout.  
Les difficultés de motivation ne sont pas vécues avec la même intensité dans les filières générales ou professionnelles.  
Problématique : faut il baisser les exigences qui passerait par une diminution des exigences et du contenu des programmes.

Cette politique a montré ses limites.

#### Question 3 : sanction

- Réaffirmation du retour à la « sanction ». L'échec de l'élève ne doit pas être ressenti par le professeur comme une situation d'échec personnel et pourquoi pas envisager une sanction parentale ?

- Ne pas faire passer les élèves qui n'ont pas le niveau. Redoubler a une valeur d'exemplarité pour l'élève et les autres élèves. Valorisation du travail des élèves qui passent.

- On n'est pas du tout dans la valorisation directe de l'élève. Certains élèves démotivés ont compris la démarche de l'administration : ils savent qu'en ne faisant rien ils ne seront pas exclus du système scolaire.

- L'exclusion des élèves perturbateurs n'est pas admises mais souhait d'une structure « relais-d'accueil » mieux adaptée mais refus des classes spécialisées par les parents : structure à effectif réduit qui bénéficierait d'une pédagogie adaptée. Le but de cette structure est d'éviter la situation d'échec dès le primaire ne serait pas forcément de remettre les élèves dans le système scolaire, mais plutôt de les amener dans le monde du travail, (de les rendre sociables).

Importance de la communication : créer des liens – importance du dialogue.

#### Question 4 : Pédagogies alternatives

- Refus ? limites, pas de contenus pédagogiques, pas de réflexion ... outils inexploitablement pédagogiquement.

- Si encadrement – Accès qui demande un encadrement par l'explication d'une démarche pédagogique.

#### Question 5 : hiérarchisation des voies et des filières.

- Revaloriser la filière professionnelle, l'expliquer comme un choix positif par un renforcement des liens écoles /monde du travail et non comme un choix par défaut qu'on subit passivement. Ne pas considérer la voie professionnelle comme une voie d'échec.

- Dichotomie :

- volonté de valoriser les filières professionnelles et technologiques différent de la réalité qui encore donne priorité aux détenteurs d'un bac général

- orienter massivement les élèves aux bacs et valoriser les actions professionnelles.

#### Question 6 : socle commun

- Nécessité d'un socle commun jusqu'à la troisième- on forme un honnête homme – nécessité de l'acquisition de savoirs minimums.

- Socle commun de seconde professionnelle de détermination à orientation néanmoins professionnelle pour permettre de construire un projet.

On n'a pas évoqué le problème des passerelles

L'idée de passerelle vers les autres filières est absente du débat.

- Passerelles non utilisées ou faussées : tendance des bac professionnelles à garder leurs bons éléments.

- Pourtant les étudiants ingénieur dont le parcours : classe d'adaptation → bac technologique → BTS réussissent aussi bien que par math.spé.

## Les trois propositions

- S'occuper des élèves en difficulté le plus tôt possible – si possible dès le primaire avec un arrêt du passage systématique en 6<sup>e</sup> ( examen de passage) – Valorisation des diplômes.
- Problème d'effectifs : comment travailler dans de bonnes conditions ?

On demande une personnalisation du système et on ne s'en donne pas les moyens.

Aide à la conduite de projet.

- Abandon des politiques administratives basées sur le nombre de places disponibles dans la section

Besoin de temps de concertation

Défendre les diplômes

## Ce qui n'emporte pas l'adhésion

- La participation financière (symbolique) des élèves dans leur formation pour les motiver.
- Complète autonomie des établissements qui pourrait entraîner un risque de privatisation de l'enseignement.
- Pas d'exclusion, mais réorientation des perturbateurs en section « relais ».

## Conclusion

On n'est pas une entreprise d'enseignement. On entend trop souvent dire que nos élèves sont nos clients. On n'est pas un supermarché de l'enseignement.

## Mots clés

communication – travail en équipes (sens large) – souplesse – temps – financement – motivation – ouverture – adaptation.

## 21 – Faut –il redéfinir les métiers de l'Ecole ?

### 1 – Faut – il développer les métiers de l'Education ?

A – Il faut faire rentrer d'autres métiers dans l'école.

QUI ? : des animateurs, des psychologues, des personnels de santé, des aides-éducateurs, des médiateurs.

POURQUOI ? : pour les élèves qui pourront trouver une écoute à leurs problèmes et les décharger de leur agressivité (suicide,...) - pour les enseignants qui y trouveront une écoute, qui pourront être rassurés et se sentir moins seuls face à des problèmes de violence ; le rôle de l'enseignant est de transmettre un savoir-faire, et non pas de tout gérer (problèmes familiaux, sociaux, ...) L'enseignant pourra ainsi se décharger.

B – Renforcer certaines catégories de personnel déjà présentes :

- les assistantes sociales devraient être plus nombreuses (1 assistante sociale pour 2300 élèves ! ) et plus sollicitées par les enseignants afin d'évoquer directement les problèmes d'absentéisme, de motivation, problèmes sociaux .....
- avoir plus recours aux parents d'élèves
- si problèmes dans une classe réagir rapidement
- réunir rapidement Professeurs et Parents
- la conseillère d'orientation doit être plus présente et être plus à l'écoute des élèves, doit donner plus d'informations sur les métiers

- en début d'année, réunion Parents Professeurs
- manque de communication en Parents et Professeurs.

## 2 – L'évaluation des enseignants

\* abolition de l'inspection.

L'inspecteur doit être avant tout un formateur, un conseiller et non pas un juge !

\* abolition de la notation. Revoir la notation des Professeurs ⇨ non sens

Tout le monde doit évoluer à la même vitesse, la rémunération ne doit pas dépendre du mérite.

Evaluer une équipe pédagogique dans son ensemble.

Quelles solutions ?

- L'inspecteur n'est pas souvent présent ; il pourrait réunir les enseignants plus souvent pour rassurer, pour conseiller, pour former et définir le rôle de professeur par rapport aux élèves.
- Si un problème se pose pour un enseignant, il pourrait avoir recours à un conseil d'enseignant, ou un référent pour trouver des solutions.

## **22 – Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?**

### 1 – La formation et le recrutement des enseignants

#### A- les problèmes

\* le contexte a changé : avant seule une minorité accédait au lycée, aujourd'hui, c'est la massification. De plus, le contexte économique actuel est de plus en plus dur ; Quel discours tenir ? Quelle attitude adopter ?

\* décalage entre la réalité et la formation d'enseignant.

\* de moins en moins de postes au concours.

\* situation abusive des contractuels et des vacataires. (ex. : les concours internes sont souvent ouverts au bout de 3 ans, les contrats ne sont pas reconduits pour empêcher de passer ce concours).

- les vacataires n'ont pas le temps de passer les concours.

- les mutations posent problème à certaines familles séparées : que faire si garde alternée ? (qui n'est pas reconnue par l'Education Nationale)

#### B – Les solutions

- les CAPA doivent prendre en compte les situations familiales (de plus en plus compliquées)

- plus de formations longues pour les enseignants ; pourquoi pas une pause de plusieurs mois pour se former, se remettre en question; prendre du recul, voir la réalité extérieure, car perte de la réalité quand on côtoie tous les jours des jeunes.

- une formation des enseignants plus longue, sur le modèle des instituteurs.

- groupes d'échanges, accompagnement plus longues formations par les pairs

- plus de temps pour les stagiaires et les professeurs

- les nouveaux professeurs auraient en charge des classes à effectifs plus faible

- plus de temps pour eux, pour préparer les cours, pour rencontrer d'autres Professeurs (tuteur, coordinateur), pour travailler ensemble

- financement de bilan des compétences pour les enseignants qui veulent évoluer, se mettre à niveau.

- pour les concours concernant les vacataires, prendre en compte leurs acquis.

### 2 - La carrière d'enseignant

- perte de valeur des enseignants
- il faut revaloriser la profession car il manque de considération.
- il faut donc revaloriser leurs salaires

## **19 – Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?**

### -1 – Le rôle de l'établissement

- il faut plus de rigueur, plus de discipline, et surtout plus de cohérence.
- faire moins de sanctions mais qu'elles soient efficaces.
- ne pas hésiter à exclure définitivement des élèves signalés plusieurs fois ; l'école n'est pas une garderie !

L'administration ne doit pas avoir peur de soutenir les professeurs en cas de problème. (grande solitude des enseignants en cas de problèmes graves).

- Pourquoi ne pas élire les responsables administratifs ?
  - Faut-il développer entre les académies et les établissements des contrats sur des objectifs avec des engagements sur les moyens et les résultats ? NON
- NON à la sélection au mérite.

### 2 - L'évaluation des établissements

- NON : ne pas mettre en concurrence les établissements.
- être mieux informé par les entreprises des critères de recrutement (BTS) pour être plus efficace.
- plus d'autonomie pour les enseignants.

---

## **DES PRIORITÉS POUR L'ÉCOLE**

- Il faut dégager des moyens pour permettre à chacun de progresser
- Il faut définir, niveau par niveau, les compétences requises en donnant au système la souplesse nécessaire pour que chaque élève parvienne à ces acquisitions dans le temps qui lui est nécessaire, tout en variant les méthodes pédagogiques mises en œuvre.
  - Ces compétences doivent conditionner le passage au niveau supérieur
  - Le "collège unique" tel qu'il existe aujourd'hui doit être redéfini comme permettant l'installation du socle fondamental des connaissances de la fin de la scolarité obligatoire
- "l'école de la deuxième chance" doit effectivement être mise en place par une revalorisation de la formation continue et la mise en œuvre de dispositifs adaptés : "chèque-formation" par exemple
- Il faut revaloriser l'enseignement professionnel, développer l'information sur les métiers, repenser l'orientation.